

DOSSIER UNIQUE D'INSCRIPTION**Année scolaire 2020/2021****FICHE FOYER****ADRESSE DU FOYER**

N° : Voie :

Complément d'adresse :

CP : Ville :

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES ADULTES A CETTE ADRESSE**RESPONSABLE LÉGAL 1**Nom d'usage.....
Nom de famille.....
Prénom.....
Date et lieu de naissance.....
Profession.....
Tél. fixe.....
Tél. Portable :
Tél. Travail :
Adresse Mail :**RESPONSABLE LÉGAL 2**Nom d'usage.....
Nom de famille.....
Prénom.....
Date et lieu de naissance.....
Profession.....
Tél. fixe.....
Tél. Portable :
Tél. Travail :
Adresse Mail :**SITUATION FAMILIALE**

- | | | | |
|------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------|--|
| ☐ Marié(e) | ☐ Pacsé(e) | ☐ Union Libre | ☐ Célibataire |
| ☐ Séparé(e) | ☐ Divorcé(e) | ☐ Veuf(ve) | ☐ Famille d'accueil |

REGIME ALLOCATAIRE

- | | |
|--|---|
| ☐ Caisse d'Allocations Familiales (CAF) | ☐ Mutualité Sociale Agricole (MSA) |
| ☐ Autre, préciser : ☐ Numéro d'allocataire : | |

ENGAGEMENT

Par cette inscription je m'engage à ce que mon enfant participe aux accueils périscolaires (études surveillées et activités périscolaires) jusqu'à la fin de sa période d'inscription. Toute période commencée est due. Aucun remboursement ne sera effectué.

- ☐ Je déclare avoir pris connaissance et approuver le règlement intérieur des temps d'accueils périscolaires et la charte du savoir vivre et du respect mutuel (destinée aux enfants) et m'engage à faire comprendre ces documents à mon enfant.

Beaucaire le Signature :

ATTESTATION D'HEBERGEMENT SUR L'HONNEUR

Attention à remplir uniquement pour le(s) responsable(s) légal(aux) hébergé(s) par une tierce personne

Je soussigné(e) Madame/Monsieur ⁽¹⁾ :

Atteste, sur l'honneur, héberger à mon domicile situé :

N° : Voie :

Complément d'adresse :

CP : Ville :

Madame/Monsieur ⁽¹⁾ :

Et son/ses enfants :

Pour servir et valoir ce que de droit.

Fait le/...../.....

Signature de l'hébergeant :

⁽¹⁾ Rayer la mention inutile

Article 441-7 du code pénal « Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000€ d'amende le fait

1/ D'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts,

2/ De falsifier une attestation ou un certificat original sincère,

3/ De faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié.

Les peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 € d'amende lorsque l'infraction est commise en vue de porter préjudice au trésor public ou patrimoine d'autrui »